

Genève, le 12 septembre 2011

Aux représentant-e-s des médias

Communiqué de presse de la Cour des comptes (3 pages)

**Cour des comptes: présentation du rapport annuel d'activités
2010/2011**

La Cour des comptes publie son quatrième rapport annuel d'activités, établi du 1^{er} juillet 2010 au 30 juin 2011. Durant cette période, le site internet de la Cour a été visité 109'037 fois et 37'847 téléchargements de rapports ont eu lieu. Le taux de mise en œuvre des recommandations des rapports de la Cour s'élève à 77% un peu plus de deux ans après leur publication. Toutefois, le suivi des rapports dans trois domaines demeure problématique : la gestion administrative de la police, la gestion des locaux administratifs et des bâtiments au DCTI, et la gestion du recrutement en ville de Genève. Le rapport et les annexes sont librement disponibles sur <http://www.ge.ch/cdc/>.

Une activité soutenue sur la période 2010-2011

Pendant cette quatrième année d'activité, la Cour a ouvert 31 nouveaux dossiers. Parmi ces dossiers, 21 ont été ouverts à la suite de communication de citoyens, 3 à la demande d'autorités et 7 par la Cour elle-même. 23 décisions de non-entrée en matière et 14 rapports ont été rendus.

Au sujet des 23 décisions de non-entrée en matière, il convient de relever celles dûment motivées et publiées sur le site internet de la Cour compte tenu de leur intérêt public. Ainsi, la Cour a notamment analysé les aspects légaux relatifs à la perception du droit des pauvres sur certains jeux de la Loterie romande, ceux relatifs aux indemnités versées aux groupes représentés à l'Assemblée constituante et ceux relatifs aux mécanismes de dotation du fonds environnement de l'Aéroport international de Genève. Par ailleurs, la Cour a reçu des préoccupations récurrentes de citoyens au sujet des implications pratiques de l'Accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP). Ce thème fera l'objet d'un rapport spécifique de la Cour durant le prochain exercice.

Au sujet des 14 rapports publiés au cours de l'exercice 2010-2011, ceux-ci ont proposé 3.6 millions d'économies mesurables et intègrent trois nouvelles particularités dans l'activité de la Cour. La première est celle du contrôle de l'atteinte des objectifs d'un projet de loi, contrôle qui a été effectué pour le projet d'Administration en ligne (AeL) ayant requis un crédit d'investissement de 26.4 millions en juin 2008. La seconde a trait au fait que la Cour a contrôlé un dispositif faisant intervenir des administrations cantonales, communales et des établissements publics autonomes, et ce dans le domaine de l'intervention en matière d'incendie et de secours. La troisième est liée à l'usage d'une enquête de satisfaction des usagers de l'office pour l'orientation, la formation professionnelle et continue (OFPC), en prolongement de l'audit de gestion qui a contrôlé l'adéquation de l'offre de services au public par rapport à la demande des citoyens, sur le plan de l'efficacité, de l'efficience et de la légalité. Ayant démontré leur utilité dans les rapports susmentionnés, ces trois particularités seront à nouveau intégrées dans de futures missions de la Cour.

Amélioration de la mise en œuvre des recommandations à terme

Au cours des trois dernières années qui font l'objet du suivi des recommandations au 30 juin 2011, la Cour a émis 568 recommandations, dont 566 ont été acceptées. Il convient de relever que les recommandations émises durant l'année 2008-2009 font l'objet de leur troisième et dernier suivi au 30 juin 2011, soit en moyenne 27 mois après leur publication. Il en résulte que 77% des 147 recommandations concernées sont en place, en légère progression par rapport à la référence de l'an dernier.

Trois suivis problématiques : gestion administrative de la police, gestion des locaux administratifs et des bâtiments au DCTI, gestion du recrutement en ville de Genève

Concernant les audits relatifs au corps de **police** de l'Etat de Genève (rapports no 17, 20 et 32), un certain nombre de recommandations, concernant principalement la mise en place d'horaires de travail minimisant la création d'heures supplémentaires et la mise en place de fortes fonctions finance et RH, n'ont pas été suffisamment mises en place. Relativement aux horaires, la police n'a pas effectué d'analyses démontrant que les horaires sont adaptés au besoin du terrain. A titre d'exemple, le service de presse a un horaire du lundi au vendredi alors que son activité est du lundi au dimanche ; dès lors, toutes les heures effectuées le samedi et le dimanche sont considérées comme heures supplémentaires ; en 2010, le coût des heures supplémentaires pour 4 personnes a été d'environ 50'000 F ; pour le premier semestre 2011, le coût est d'environ 35'000 F.

Plus généralement, les problèmes de création d'heures supplémentaires ne sont pas résolus: les horaires actuels de la gendarmerie montrent que plus de 100% des heures normales à travailler sont planifiées, ce qui engendre de facto des heures supplémentaires. La Cour estime que si l'activité du premier semestre 2011 de la police se poursuit à ce rythme, il en résulterait fin 2011 un engagement financier d'environ 16 millions dont seule la partie liée aux heures de piquet (2.2 millions) figure au budget 2011.

Concernant les audits relatifs à la **gestion des locaux administratifs et des constructions à l'Etat** (rapports no 15 et 30), les faibles progressions constatées sur ces rapports sont à rechercher dans les nombreux départs intervenus aux postes clés de l'Office des bâtiments (OBA) durant l'exercice sous revue, notamment à la tête du service de la gérance immobilière cantonale, et qui n'ont pas été repourvus rapidement : cette situation a débouché sur une absence de suivi et de mise en place des recommandations.

Concernant la **gestion des locaux**, il en résulte que les problèmes identifiés lors de l'audit restent présents, notamment un manque à gagner par l'absence d'une adaptation des loyers aux conditions contractuelles ou du marché, ainsi que l'absence de mise en évidence des locaux administratifs actuellement loués à des tiers, qui pourraient être utilisés par l'administration, ce qui permettrait de réaliser, dans la plupart des cas, des économies sur les loyers payés.

Concernant la **gestion des constructions**, les problèmes identifiés au moment de l'audit sont toujours présents, notamment l'absence de directives aux mandataires sur le site, la non-réduction de la durée de traitement des factures, l'absence de plusieurs collaborateurs formés à l'extraction des tableaux de bord, l'absence de réconciliation entre les états financiers, ce qui laisse ouvert le risque de double paiement des factures, l'utilisation insuffisante des compétences de l'expert technico-économique ou encore les bouclements qui ne sont pas réalisés dans les délais légaux.

Concernant l'audit relatif au **processus de recrutement à la Ville de Genève** (rapport no 26), la Cour relève un faible avancement dans la mise en œuvre des recommandations. Deux départements n'ont pas encore pris la décision de recruter un gestionnaire RH et le niveau de compétence des gestionnaires n'est pas homogène en raison de la non-consultation de la Direction des ressources humaines dans le processus de recrutement des gestionnaires départementaux. Le département des finances et du logement n'a pas finalisé une structure organisationnelle du recrutement et de manière générale des ressources humaines en Ville de Genève. Selon les informations fournies, une partie de ce retard est dû aux enquêtes administratives qui ont eu lieu au sein même de la Direction des ressources humaines.

Par ailleurs, la Cour a souhaité s'assurer que les pratiques de « management override », constatées lors de l'audit et du suivi de l'an dernier, n'étaient plus tolérées. La Cour a donc procédé à une vérification d'un échantillon de 10 dossiers multidépartementaux et a relevé deux cas démontrant que le Conseil administratif n'a pas tenu ses engagements. Ces pratiques ne correspondent pas à un bon emploi des deniers publics, nuisent considérablement à l'image d'employeur responsable de la Ville de Genève et péjorent son attractivité pour des postes de hauts cadres.

Satisfecit

Finalement, il convient de conclure en soulignant les principales améliorations apportées par plusieurs entités. Ainsi :

- par le service du contentieux du département des finances de l'Etat de Genève, qui continue à poursuivre les débiteurs de l'ex-Fondation de valorisation de la BCGE. Pour les 20 plus gros débiteurs, la Cour a pu s'assurer qu'un suivi régulier était effectué,
- par l'AIG, SIG, Palexpo SA, l'Etat, la ville de Genève et la commune de Plan-les-Ouates en matière de gestion de la dette,
- par SIG en matière de fixation des tarifs de l'électricité où il convient de relever les divers mécanismes de remboursement, les démarches prises relativement aux secteurs déficitaires et la mise en place de bilans économiques par secteur d'activité,
- par la Centrale d'achats des HUG et du CHUV qui a mis en place un contrôle de qualité sur les appels d'offres et le traitement des recours, des tableaux de bord standardisés qui permettent au comité de coordination, aux commissions et aux directions des établissements hospitaliers de suivre leur activité, ainsi qu'un système d'information qui permet d'établir des statistiques comparables pour les deux établissements, notamment en uniformisant les bases de données (produits, fournisseurs),
- par les communes de Carouge, Lancy, Meyrin, Onex, Thônex et Vernier dans le cadre du projet de mise en place d'un SCI standardisé. En mai 2011, le comité de pilotage du projet a validé les documents du « guide de contrôle interne », comprenant 8 processus, élaboré pour l'ensemble des communes genevoises. Ce guide, sous sa forme papier, devrait être remis à l'ensemble des communes lors d'une réunion courant octobre,
- par la Commission cantonale de l'aide au sport (CCAS), qui a notamment établi les directives relatives aux critères donnant droit à une subvention, aux documents devant être fournis par les bénéficiaires de subventions et aux contrôles à effectuer auprès des bénéficiaires de subventions. En conclusion, la Cour constate avec satisfaction que les services du DIP et la Commission ont respecté leurs engagements puisqu'il leur a fallu à peine une année pour mettre en place la grande majorité des recommandations proposées,
- par le Service de la sécurité et de l'espace publics (SEEP) de la ville de Genève, qui en moins d'une année a notamment mis en place des outils de pilotage, des contrôles opérationnels intégrés au système d'information quant au contrôle du domaine public et des carnets d'amende, une comptabilisation adéquate des gratuités accordées, la vérification de l'obtention, par les exploitants des pavillons de la rade, d'autorisations du Service du commerce, et la mise en place d'une collaboration efficiente avec le Service du commerce.

Contact pour toute information complémentaire:

Monsieur Stanislas Zuin, président de la Cour des comptes
Tél. 022 388 77 93, courriel: stanislas.zuin@etat.ge.ch